

Liberté, égalité, fraternité.

Les valeurs de la République.

D'où viennent-elles ? Que sont-elles devenues ?¹

Maurice Sachot

Liberté, égalité, fraternité.

Telle est la devise de la France en tant que République. Elle est apparue avec la Révolution française. Elle est réapparue avec les Révolutions de 1830 et de 1848. Et c'est au lendemain de cette dernière qu'elle devint devise officielle de la République

Ces trois termes sont également inscrits dans l'article 1 de la Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948 : « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité. »

C'est dire que la devise française n'est pas la devise d'une nation au sens chauvin du terme, mais une devise qui pourrait être celle de tous les peuples.

Une devise ne relève pas du constat, mais de l'idéal et, donc, du combat, du combat contre soi et contre la réalité sociale et politique, dont l'histoire atteste malheureusement que celle-ci ne va pas spontanément vers cet idéal, mais qu'elle y va à reculons, qu'à la condition d'y être constamment et instamment invitée.

J'ignore si les uns et les autres, vous vous êtes déjà arrêtés sur la signification et la portée de cette devise. Si tel est le cas, vous vous êtes certainement demandé si elle avait encore quelque importance dans la société d'aujourd'hui. Peut-être même vous êtes-vous dit que la France d'aujourd'hui, diluée dans le projet européen, poursuivait un idéal exactement opposé à celui de la République : esclavage, inégalité, agressivité.

Tout jugement qu'une nouvelle génération porte sur celles qui l'ont précédée est ambivalent. Pour les uns, résolument partisans de la modernité dont ils voient les bienfaits, elles relèvent d'une époque heureusement révolue. Pour d'autres, souvent les plus âgés, ceux qui ont aussi un peu de mal à s'adapter et à s'y retrouver dans un monde qui ne cesse pas de

¹ Ce texte est la version remaniée d'une conférence faite le 5 juin 2009 devant la loge maçonnique strasbourgeoise du Grand Orient de France et ayant comme titre « Liberté, égalité, fraternité : une révolution ? ». Il fut le support d'une conférence prononcée le 12 avril 2012, à la Salle Polyvalente de Fontvieille, à l'invitation de *Fontvieille Avenir Culture* et d'une autre, prononcée à l'aimable invitation de Pierre et Marie Cayol, à leur domicile, à Tavel, le 14 avril suivant.

changer, elles tendent à prendre la figure du paradis terrestre, de l'époque « du bon temps ». Il en a toujours été ainsi.

Il me semble cependant que les changements que nous vivons actuellement ne peuvent pas s'analyser seulement selon cette perspective transgénérationnelle. Il arrive que les transformations en cause s'opèrent à un niveau bien plus profond, qu'il s'agit d'une mutation de société, ou, plus exactement, de régime de société, comme on parle, par exemple, du régime monarchique ou aristocratique d'avant la Révolution française. Il me semble, pour ma part, que c'est bien d'une telle mutation qu'il s'agit aujourd'hui. Certes, comme toute mutation de ce genre, elle s'effectue ordinairement sur la longue durée, sauf lorsqu'elle résulte d'une colonisation, par exemple. Comme un cataclysme géologique, elle est préparée par un lent mouvement de convection et de subduction.

Il y a bien des manières d'essayer de la comprendre, depuis celles qui partent du local jusqu'à celles qui partent du global, depuis celles qui partent de la psychologie des personnes jusqu'à celles qui partent des institutions, etc.

Pour ma part, j'aimerais la saisir dans le contexte qui est le nôtre, à nous Français. Car, la situation n'est pas la même selon le pays que l'on habite, la langue que l'on parle, la culture qui vous imprègne ou la religion que l'on pratique.

La rupture que nous vivons, qui est celle du libéro-capitalisme et qui apparaît mondiale, n'est pas du tout vécue de la même manière partout dans le monde.

La thèse que j'entends défendre ce soir, est, tout d'abord, que le libéro-capitalisme européen, lequel n'est pas qu'une variante du libéro-capitalisme mondial, est le nouveau régime civilisationnel et culturel que ses promoteurs entendent imposer à l'ensemble des pays de la zone européenne, en attendant, peut-être, de l'étendre au monde entier.

Elle est ensuite que, en France, ce nouveau régime entend se substituer aux deux régimes qui ont dominé en France, le régime de christianité et le régime républicain laïc, le premier étant passé au second plan depuis l'instauration de la République comme forme de l'État en 1870.

Si chaque pays présente sa propre spécificité, celle de la France est d'avoir instauré, peut-être plus dans les principes que dans la réalité, le seul régime républicain authentiquement démocratique parce que laïc.

Comme ce régime républicain et le régime libéro-capitaliste sont tous les deux issus du régime antérieur de la christianité et que, d'autre part, les notions de liberté, d'égalité et de fraternité n'ont vraiment de sens que contextualisés, c'est-à-dire à l'intérieur du régime dans lequel ils sont inscrits, je me propose de les analyser en les considérant dans ces trois contextes successifs.

I. La liberté, l'égalité et la fraternité en régime de christianité

A) Définition de la christianité

Qu'est-ce que le régime de christianité ?

La christianité est le régime général de civilisation et de culture qui est issu de la prise de pouvoir par la religion chrétienne au cours du ^{iv}e s. de notre ère, d'abord avec Constantin, ensuite avec Théodose I^{er}. La religion chrétienne, en effet, qui est l'instance instituante de ce régime, doit bien être comprise pour ce qu'elle est. Elle est la résultante d'une série de transformations d'un mouvement qui, issu du judaïsme, s'est d'abord donné comme achèvement de ce dernier, puis comme achèvement de l'hellénisme, devenant « christianisme » au sens propre du terme, enfin comme achèvement de la romanité, devenant alors, et alors seulement, « religion », mais en un sens inédit. Ainsi, lui-même constitué des civilisations et cultures dans lesquelles il s'est successivement implanté, le mouvement chrétien réduisit ces dernières en civilisations et cultures mortes, en « antiquités », lorsque, par les lois de Théodose I^{er} dans les années 380-395, il fut déclaré religion officielle de l'Empire et donna ainsi naissance à ce nouveau régime civilisationnel et culturel que j'appelle christianité, lequel donne sa configuration archétypale à ce que nous appelons par ailleurs Occident.

Penser l'Occident en termes de christianité n'est pas une simple vue de l'esprit. Cela permet de le penser comme un ensemble structuré et porté par des dynamiques internes capables de générer des transformations sous l'effet de leurs propres forces.

Quelles sont justement cette structure et ces dynamiques ?

B. Structure et dynamique de la christianité

La structure de la christianité s'analyse à deux niveaux. Le premier est celui de la structure générale de la société. Le second est celui de la religion chrétienne elle-même.

a) Structure duale de la société

La structure générale de la société est duale : d'un côté, l'Église chrétienne ou religion chrétienne, de l'autre, le reste de la société et l'ensemble des choses, « le monde », au sens chrétien du terme. Un corps siamois, en quelque sorte, mais dont la tête est rattachée uniquement au corps Église. C'est l'Église qui, parce qu'elle détient la Vérité (avec un V majuscule), est l'instance instituante de la société. Dans le langage des évêques et des penseurs du ^{iv}e s. et des siècles suivants, c'est elle qui détient l'*auctoritas* (« l'autorité ») sur la totalité des choses et la *potestas* (« le pouvoir ») sur le domaine qui lui est propre. « Le monde », quant à lui, ne dispose que d'une *potestas*, un pouvoir d'exécution. Comme il ne détient par lui-même ni son principe ni les fins pour lesquelles il est institué – cela relève de ceux qui détiennent l'*auctoritas*, il n'a qu'une valeur instrumentale. Il est pensé comme « reste », donc ne donnant pas lieu à une élaboration conceptuelle autonome et indépendante.

Il est une entité plurielle et diverse, un fourre-tout, en quelque sorte, répondant à des logiques nombreuses, mais laissées pour la plupart implicites et non élaborées. La raison en fait partie.

Cette structure duale n'est pas qu'institutionnelle (l'Église *versus* « le monde », le goupillon *versus* le sabre, l'autel *versus* le trône). Elle est aussi anthropologique : elle passe à l'intérieur de la personne humaine. La personne est à l'image de la société occidentale. Elle est à la fois chrétienne et homme (chrétien *versus* homme). Elle relève à la fois de l'Église et du monde. Elle est homme par nature, par la naissance dans le monde. Elle est chrétienne par le baptême, par sa renaissance dans l'Église. Encore aujourd'hui, tout chrétien peut distinguer, lorsqu'il agit, entre agir en tant qu'homme et agir en tant que chrétien.

Ceci pour la structure générale de la société en régime de christianité.

b) Structure de la religion chrétienne : les trois instances institutantes

La structure interne de l'Église, quant à elle, est triple. En effet, par suite de sa triple fondation réalisée successivement en milieu sémitique, puis en milieu hellénistique, enfin en milieu latin et romain, le mouvement chrétien, devenu philosophie en milieu hellénistique et enfin religion en milieu latin, s'est structuré en interne en trois instances institutantes qui sont les suivantes :

- La première est l'institué proprement dit, détenu par les « autorités », c'est-à-dire par ceux qui, en vertu du principe de révélation, détiennent, d'une part, les fondements et les fins du pouvoir (l'*auctoritas*) et, d'autre part, les pouvoirs (*potestates*) sur l'Église. Les instances politiques, quant à elles, parce qu'elles relèvent du « monde », ne sont pas des instances institutantes, des « autorités » (*auctoritates*), mais seulement des *potestates*, des puissances, des pouvoirs. Cette première instance résulte, dans toute sa force, de la reconnaissance du christianisme comme religion par les autorités romaines, lesquelles ne se sont pas rendu compte que, par ce geste, elles se sabordaient elles-mêmes, elles abdiquaient pour devenir un instrument de l'Église. Cette instance est signifiée par les textes conciliaires et tous les textes à caractère juridique, normatif et réglementaire, comme le Droit canon, par exemple, ou les rituels sacramentaires.

- La seconde instance institutante interne à la religion chrétienne est la pensée, entendue comme régime autonome de diction du vrai, autonome parce que répondant à des exigences qui, dégagées et formulées par les philosophes, sont universelles et s'imposent à tous. En régime de christianité, cependant, cette seconde instance institutante est soumise à la première instance, celle de l'institué, détenteur de la Vérité révélée, et est instrumentalisée par elle. Cette instrumentalisation de la pensée s'est faite au cours du second stade du développement chrétien, lorsqu'il s'est pensé comme philosophie chrétienne, comme « christianisme », retournant la démarche philosophique pour en faire l'élaboration conceptuelle de sa propre démarche, énoncée en termes de révélation divine. Cette seconde instance est signifiée par les textes savants, théologiques, exégétiques, mystiques ou autres, textes qui sont signés par leurs auteurs, parce que la pensée, même lorsqu'elle touche à l'universel, est toujours une activité personnelle.

– La troisième instance enfin, est la personne, qui, pour son salut – finalité unique de l'existence –, doit se soumettre à l'autorité institutionnelle. C'est par cette dernière qu'elle reçoit l'appel de Dieu à vivre en chrétien et qu'elle y répond de manière sûre et efficace. Cette troisième instance se réfère au premier stade du mouvement chrétien, quand il s'agissait de reconnaître en Jésus le Messie ou Christ, c'est-à-dire le moment qui donne à l'Histoire (avec un grand H) son accomplissement, et d'accepter de vivre selon les exigences que, pour simplifier, je qualifierai d'évangéliques, c'est-à-dire de se convertir à la foi chrétienne et de vivre en parfait. Elle est signifiée par les textes qui composent le Nouveau Testament, textes qui sont lus dans les assemblées liturgiques en même temps que ceux qui composent l'Ancien Testament, ces derniers signifiant l'annonce, la préfiguration et la préparation de l'achèvement énoncé dans ceux du Nouveau Testament.

Quel statut la liberté, l'égalité et la fraternité reçoivent-elles dans le régime de christianité ?

Le moins que l'on puisse dire, est que ces trois termes y reçoivent des sens contradictoires, en raison même de la subversion que le mouvement chrétien a effectuée de lui-même au cours des trois étapes qui l'ont conduit au statut de religion de l'Empire.

C. Liberté, égalité, fraternité dans le mouvement chrétien des origines

Selon sa dynamique première, le mouvement chrétien repose sur la personne humaine en tant qu'individu libre et responsable. La conversion et l'adhésion que l'on sollicite d'elle de manière individuelle et non collective et dont l'enjeu est son salut éternel supposent son entière liberté individuelle et engage pleinement sa responsabilité personnelle. Pour cette raison, seuls les adultes sont admis à se convertir.

Face à cet enjeu et non face aux inégalités physiques, sociales ou autres, jugées comme lui étant indifférentes, tous les hommes sont considérés comme égaux, Dieu ne faisant pas acception des personnes mais jugeant chacun selon son mérite, à la façon dont on accueille la grâce qui nous est offerte.

Enfin, dans cette communauté de sauvés que constituent les chrétiens, tous sont frères, hommes et femmes. Cela ne change souvent pas grand-chose aux rapports sociaux et aux rapports entre les sexes ainsi qu'aux représentations qu'ils entraînent ou qui les déterminent. Les propos que tient l'Apôtre Paul sur la soumission de la femme à l'égard de son mari montrent qu'il n'a pas pleinement pris la mesure de la force subversive du message que, pourtant, il délivrait. Il n'empêche. Le principe de fraternité, porté par le terme grec *agapè*, rendu habituellement par « charité », ne s'épuise pas seulement avec le principe négatif repris dans les Droits de l'homme et du citoyen, à savoir de ne pas faire à autrui ce qu'on ne voudrait pas qu'autrui vous fasse, principe moral qui donne son fondement à la loi et au droit. Il réclame de manière positive de faire à autrui ce qu'on voudrait qu'autrui vous fasse, invitant même à pardonner jusqu'à ses ennemis et à donner sa vie pour autrui. Si le salut est individuel et dépend d'une réponse individuelle, il ne s'obtient que par l'amour du prochain.

Ce n'est pas sans raison si Michel Clévenot a pu intituler son histoire du christianisme en 12 volumes : « Les Hommes de la Fraternité ».

J'en conviens, les notions de liberté, d'égalité et de fraternité représentent sans aucun doute un idéal. Par ailleurs, le but visé étant le salut éternel et non l'amélioration du monde d'ici-bas, leur impact sur la société d'alors est resté limité. Mais cela est aussi dû au fait que la conversion est individuelle et que, pendant longtemps, les chrétiens ne forment pas une masse susceptible de peser sur le cours des choses. Il est cependant deux aspects qu'il importe de souligner.

Le premier est que, pour les individus qui adhèrent à la foi chrétienne, la conversion entraîne dans leurs relations à autrui et au monde des conséquences qui peuvent être déchirantes, aussi bien au niveau familial que social. La fidélité du mari à son épouse n'est pas qu'un principe général. Celui qui a une concubine en plus de son épouse doit s'en séparer. La participation aux formes rituelles et culturelles de la vie publique ou privée n'est plus possible. Cette question s'est immédiatement posée pour les tout premiers chrétiens recrutés au sein même de l'espace culturel et civilisationnel qui a vu l'émergence du mouvement, le judaïsme.

D'où le second aspect de la conversion, de nature sociopolitique. Dès la fin des années 40, en effet, c'est-à-dire moins de 30 ans après la mort de Jésus de Nazareth, la liberté du chrétien doit se penser comme une libération du judaïsme. La question est posée pour les non-Juifs qui veulent se convertir. Doivent-ils être soumis aux préceptes et aux coutumes de la loi juive ? La réponse que l'Apôtre Paul fait admettre à Antioche, où la question est soulevée, puis aux frères de Jérusalem, plutôt vigilants sur la fidélité intégrale au judaïsme, est que cette contrainte est hors de mise. Le chrétien n'a pas à se soumettre à la religion juive. Mais cette réponse vaut pour tous, y compris pour les Juifs convertis. D'où cette affirmation de l'Apôtre Paul en Galates 3, 22, affirmation que je considère comme la première déclaration républicaine de l'histoire : « il n'y a plus ni Juif ni Grec, il n'y a ni esclave ni homme libre, il n'y a ni homme ni femme », « homme libre » ne signifiant pas ici le statut général de l'homme, mais seulement celui d'une classe sociale. Et d'affirmer un peu plus loin : « c'est pour que nous restions libres que le Christ nous a libérés » (Gal 5, 1). Pour la première fois, est affirmée la transcendance de l'espèce humaine sur toutes les divisions que nos sociétés comportent, développent et justifient. Être homme est une qualité de tout homme. Elle est première. Elle ne se divise pas. Elle ne dépend pas d'un statut social, politique, sexuel, physique, mental ou autre, toutes idées qui seront reprises dans le Préambule de la Constitution de la IV^e République, du 27 octobre 1946² et dans l'article 2 de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948³. Elle ne dépend pas davantage d'une théorie ou

². Constitution du 27 octobre 1946. « Préambule. Au lendemain de la victoire remportée par les peuples libres sur les régimes qui ont tenté d'asservir et de dégrader la personne humaine, le peuple français proclame à nouveau que tout être humain, sans distinction de race, de religion ni de croyance, possède des droits inaliénables et sacrés. »

³. Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée et proclamée par l'Assemblée générale dans Résolution 217 A (III) du 10 décembre 1948 :

d'une conception particulière. Elle est première, pré-épistémique, pré-langagière, proprement originaire. Ni Paul, comme je l'ai dit, ni les chrétiens n'en ont tiré toutes les conséquences. Il faudra pour cela attendre la Révolution et l'instauration, en France, d'un régime vraiment républicain.

On mesurera ici l'écart qui différencie la conversion à laquelle pouvait appeler Jésus de Nazareth de celle des premiers chrétiens. Jésus de Nazareth est et reste à l'intérieur du judaïsme. Le retournement qu'il demande de faire à ses coreligionnaires est de revenir à l'application fidèle de la Loi juive, dans sa lettre et selon son esprit. En revanche, la conversion qu'effectue un chrétien et qui fait de lui un parfait, un homme pleinement accompli, porte sur la reconnaissance de Jésus et de son propre mouvement comme Christ. En Jésus et dans le mouvement chrétien s'achève et s'accomplit la promesse de salut faite par Dieu aux Anciens. Mais, comme j'ai tenté d'en rendre compte ailleurs, cette reconnaissance implique un retournement, une subversion, une révolution. L'accomplissement de la promesse ne la rend pas seulement caduque. Il en retourne la perspective. Il n'est plus perçu d'après la promesse. C'est désormais la promesse qui est comprise à partir de son achèvement. Le mouvement chrétien, et c'est là tout le paradoxe auquel il convient de réfléchir tant il est constitutif de notre culture et définit ce qu'est proprement une révolution, le mouvement chrétien, dis-je, abolit Israël et se constitue comme peuple autonome au moment même où il s'énonce comme étant son achèvement, comme étant le véritable Israël. Tout achèvement, tout accomplissement est toujours une innovation, est toujours un retournement, est toujours une subversion.

D. Liberté, égalité et fraternité dans le christianisme d'époque hellénistique

La confrontation du mouvement chrétien avec la philosophie grecque, seconde étape de son développement, l'engage dans une logique qui constitue une nouvelle forme de retournement. C'est la confrontation avec la pensée, considérée selon ses exigences propres et autonomes. Les chrétiens vont considérer que leur propos et leur mouvement est, comme à l'égard d'Israël, l'accomplissement et l'achèvement de la philosophie. Mais cette philosophie qu'ils font leur, ils la convertissent. Ils en font un instrument au service de la foi. Jésus, par exemple, ne sera plus seulement compris comme Christ, comme Messie, catégorie juive, mais comme *Logos tou Theou*, « Parole de Dieu », un être qui, selon une certaine tradition philosophique, émane de l'Être (avec un E majuscule), un « éon » selon les théories gnostiques. Si la philosophie est retournée sur elle-même et vidée de sa propre démarche, la foi chrétienne originelle l'est tout autant. Elle n'est plus une foi, une croyance, mais une certitude. Parce qu'elle est tenue pour être révélée par Dieu lui-même, les chrétiens ne la

« Article 2 : 1. Chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamées dans la présente Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation.

2. De plus, il ne sera fait aucune distinction fondée sur le statut politique, juridique ou international du pays ou du territoire dont une personne est ressortissante, que ce pays ou territoire soit indépendant, sous tutelle, non autonome ou soumis à une limitation quelconque de souveraineté. »

considèrent plus comme une croyance, un construit humain, mais comme une certitude absolue, comme la Vérité absolue, la Vérité révélée par Dieu lui-même. La vérité n'est plus une démarche jamais achevée, un construit humain, mais un contenu révélé et clos, une doctrine, un dogme.

Les conséquences sur la conception de la liberté, de l'égalité et de la fraternité sont importantes. Assumées par le discours philosophique, celles-ci deviennent tout d'abord universelles. Ensuite, elles sont perçues selon les conceptions qu'avaient d'elles les philosophes d'alors. Trois traits méritent d'être soulignés.

Le premier peut être défini comme l'intellectualisation et l'intériorisation du propos chrétien. Ce propos se construit comme un système intellectuel et rationnel. La vérité prend le pas sur le symbolique et accentue le caractère individuel de la foi chrétienne, puisque, d'un point de vue épistémologique, l'affirmation d'une vérité est toujours l'affaire d'une personne individuelle, étant entendu que Dieu est donné comme seul sujet énonciateur du vrai et du bien. Face à l'évidence de cette Vérité (avec un grand V), la liberté de choix entre des systèmes de croyances ne devient plus possible. L'adhésion à cette Vérité qui s'impose est considérée comme la seule et véridique libération, libération qui est d'abord intérieure, une victoire sur soi-même, sur les conceptions que l'on peut avoir de soi comme individu et comme être-au-monde et sur tous les désirs que l'on peut imaginer. C'est en ce sens qu'il convient de comprendre la phrase prêtée à Jésus par l'évangile de Jean : « La Vérité vous rendra libres » (8, 32).

Le second trait est lié à une conception répandue par le platonisme et le stoïcisme. Il se fonde sur une vision anthropologique qui fait de l'homme un composé d'une âme et d'un corps et qui considère que tout le soin doit être donné à l'âme. Seul compte le bien de l'âme. L'enjeu de la vie est de gagner le salut éternel, en fait le salut de l'âme seule. Tout ce qui concerne le corps, la sexualité, l'argent, la gloire, le pouvoir, l'économie et bien d'autres attrait dits depuis lors « mondains », sera par conséquent dévalué, voire repoussé comme un mal. Le monde ne mérite pas que l'on s'intéresse à lui pour lui-même – ce serait un péché –, mais comme condition du salut, comme lieu de la rédemption. Il est un lieu d'exil, une « paroisse », puisque tel est le sens originaire de ce mot. Plus on se détache de lui – et du corps – plus on avance sur la voie du salut. Sous cet aspect, tous les hommes sont considérés comme égaux. En revanche, chacun pour soi. Le salut est strictement individuel, le souci des autres, la fraternité, n'étant pas valorisé pour lui-même mais pour soi-même.

Le troisième aspect, enfin, relève plutôt de la tradition stoïcienne. D'après les stoïciens, en effet, l'homme ne doit se soucier que des choses qui dépendent de lui et sur lesquelles il peut exercer une action. Tel est l'espace de sa liberté et de la responsabilité qui lui est attachée. Cela donne toute son importance à la liberté, mais en limite considérablement le champ pour peu que l'on considère qu'il n'est pas possible de changer quoi que ce soit à l'existant et à l'ordre des choses. On ne changera donc pas le monde pour améliorer le sort des hommes.

E. Liberté, égalité dans la religion chrétienne en milieu latin

La troisième étape fondatrice majeure de la constitution de la religion chrétienne et de la christianité commence lorsque le mouvement chrétien, devenu proprement christianisme, est énoncé en latin et se confronte véritablement à la romanité. C'est alors qu'il devient religion, en un sens nouveau. Tertullien est le premier à qualifier le christianisme de *religio*, de religion, en 197 de notre ère. 116 ans plus tard, Constantin le reconnaîtra comme telle. Et à la fin de ce même IV^e s., Théodose I^{er} en fera l'unique religion de l'Empire. C'est une révolution et pour le christianisme et pour la civilisation.

La Vérité chrétienne n'est plus seulement de l'ordre intellectuel. Elle est aussi de l'ordre du droit. Elle devient proprement dogmatique, non seulement au sens que ce mot avait chez les philosophes d'alors, mais au sens juridique du terme. Elle est décrétée. Elle ne relève plus de la liberté de chacun. Elle est imposée. La vie chrétienne n'est plus l'affaire d'un choix personnel, mais d'une obligation. Tout homme est condamné à vivre en chrétien, à faire sien un régime de vie qu'il n'a pas choisi. Aussi bien est-il désormais baptisé dès sa naissance. La personne n'est plus en mesure, par elle-même, de décider de ce qui est vrai et de ce qui est bien. Elle n'a pas d'autre choix que d'acquiescer aux injonctions et aux directives de l'Église. La liberté de pensée est exclue. L'école philosophique d'Athènes, symbole de cette liberté, est fermée en l'an 529, faisant fuir aux confins orientaux de l'Empire l'élite intellectuelle et savante d'alors. Ce qui fera la chance de Bagdad jusqu'à la prise de cette ville par les Mongols, aux ordres d'un petit-fils de Gengis Khan, en 1258. L'imposition de l'unique religion chrétienne ne conduit pas seulement à fermer l'École d'Athènes, symbole de la pensée, ou les temples, symboles proprement religieux et politiques. Cette fois, l'action de l'Église sur la vie en société peut s'exercer pleinement : tous les lieux de vie sociale sont fermés : les cirques, les gymnases, les thermes, les théâtres. Devenue chrétienne, la société n'en reste pas moins inégalitaire et la fraternité un vœu pieu : une oligarchie, épiscopale et monastique, accapare aussi le pouvoir et une grande part des richesses. La masse des fidèles, tenue à l'écart et poussée à craindre l'enfer, n'a guère d'autre choix que d'accepter sa condition dans l'espérance du salut éternel.

La structure duale de la société entre Église d'un côté, « le monde » de l'autre, aggrave d'un certain point de vue cette situation pour le simple fidèle. Sa vie est d'être dans « le monde » et il a un corps qu'il faut nourrir et avec lequel il faut procréer, deux choses éminemment méprisables, parce que causes de la perdition et elles-mêmes vouées à la perdition. Mais ceci est le point de vue de l'Église. En réalité, cette dualité peut aussi offrir une échappatoire, une issue de secours, même si cela ne peut être dit. Dans les choses « du monde », en effet, la personne garde une liberté au moins relative, puisque c'est là qu'elle fait son salut et que, dans ce domaine, l'Église ne dicte pas directement grand-chose, puisqu'elle le méprise et le délaisse. On pourrait même dire que le sujet humain est plus que double : il est double, parce que, d'un côté, il est chrétien et que, de l'autre, il est simplement homme. Mais, dans ce dernier cas, il l'est de manière plurielle, tant les modes d'inscription dans la société et « le monde » sont divers (professionnels, familiaux, politiques, relationnels, etc.) et ouverts, parce que non enfermés dans un unique système idéologique et symbolique. Les deux

ordres ont chacun leur taxinomie, même si l'ordre mondain doit se soumettre à l'ordre chrétien. Aussi bien est-ce dans cet espace décrié comme lieu du mal que le fidèle peut, s'il le veut, trouver quelque liberté, traiter les autres en égaux et se montrer fraternel. « Le monde » – et c'est peut-être là tout le paradoxe du régime de christianité – pourrait plus être le lieu des vertus évangéliques que les monastères supposés fondés pour les exercer à la perfection.

Cette forme de dualité, pour surprenante qu'elle soit sur le plan intellectuel, constitue donc une limite fondamentale au dogmatisme chrétien et à son emprise. « Le monde », par son externalité, est plus qu'une soupape de sécurité. Il reste, malgré tout, un espace de liberté, une zone qui, en raison même de son ambiguïté, permet à l'individu de respirer et de vivre. C'est en tout cas dans ce « reste », exclu en même temps que nécessaire, que va prendre forme le double mouvement de sécularisation et de laïcisation, lequel, en s'appuyant également sur les tensions et les contradictions entre les trois instances qui sont à l'intérieur même de la religion chrétienne, va conduire aux deux formes opposées de libéralisme que sont le républicanisme laïc et le libéro-capitalisme.

Ce serait l'objet d'un autre exposé que la présentation de ce parcours qui va du v^e s. à la Révolution française. Il montrerait, tout d'abord, comment l'Église elle-même s'est sécularisée, au plus mauvais sens du terme, qu'elle est devenue « mondaine », au sens d'une vie selon ce « monde » qu'elle dénonce, et présentant un visage exactement à l'opposé de celui auquel invite l'Évangile qu'elle proclame. Il montrerait ensuite comment toutes les valeurs du monde, considérées comme des antivaleurs et refoulées en tant que telles par le discours chrétien, sont progressivement sorties de ce purgatoire pour devenir des valeurs légitimes : le corps, la sexualité, le bien-être, l'exploit physique ; le jeu et les plaisirs ; l'argent, le commerce, l'activité économique, le gain et la richesse ; le pouvoir, la domination et la gloire ; la pensée, la pensée libre, le doute et le scepticisme au lieu de la certitude et du dogmatisme, l'invention, la découverte du monde et sa transformation, la scientificité, la technicité, ou encore la liberté de s'organiser en société politique autonome, etc. Il montrerait encore comment certaines formes de sécularisation, en devenant excessives parce que trop semblables à leur modèle chrétien, comme le pouvoir royal absolu, ont été ressenties comme insupportables et ont fait germer l'idée d'un régime civilisationnel et culturel dans lequel les hommes seraient libres, égaux, fraternels et vivraient en même temps cet idéal évangélique qui, selon l'auteur des Actes des Apôtres, caractérisait la vie des premiers chrétiens. Il montrerait enfin comment la découverte de nouveaux mondes et celle des mondes antiques a contribué, d'une part, à déstabiliser et à relativiser les institutions religieuses et politiques ainsi que les croyances qui leur étaient attachées et, d'autre part, à conforter l'idée de faire advenir un monde nouveau.

Aussi bien, j'en viens sans plus tarder au régime républicain laïc issu de la Révolution française.

II. La liberté, l'égalité et la fraternité dans le régime républicain laïc

Ce régime, tel du moins qu'il se présente idéalement, peut être analysé comme une libéralisation et du régime de christianité et du régime royaliste qui en est une forme sécularisée. Cette libéralisation s'est effectuée sous le mode même selon lequel le mouvement chrétien s'était constitué jusqu'à devenir religion : celui du renversement et de la subversion du paradigme de la christianité.

A. Renversement et subversion du paradigme de la christianité

a) Fin de la structure duale : Église/monde

En premier lieu, il met fin à cette structure duale, religion d'un côté, le monde de l'autre. Il n'y a plus que le monde et le peuple des hommes. Il n'y a plus une institution qui, extérieure et au-dessus du peuple, serait l'instance instituante. C'est le peuple lui-même qui, parce qu'il est composé d'hommes libres, les citoyens, constitue l'instance instituante de toute chose. La République, en effet, n'est pas en elle-même une institution. Elle n'est à confondre ni avec la puissance publique – l'État –, ni avec la patrie, ni avec la nation, ni avec le pays, ni avec la société, ni avec aucune des entités qui la composent. Elle transcende toutes ces formes sociétales et institutionnelles. Elle n'est rien d'autre que les personnes qui la composent, à savoir les citoyens.

b) Inversion de l'ordre des trois instances instituantes internes

En second lieu, le régime républicain laïc se constitue comme l'Église chrétienne, mais en inversant les relations qui régissent l'Église en interne. Dans l'Église, ai-je dit, c'est l'institution (instance n° 1) qui détient l'autorité et qui définit ce qu'est le vrai et le bien (instance n° 2) et, par cette définition, décrète aux personnes, les fidèles (instance n° 3), ce qu'elles doivent croire et faire pour obtenir le salut éternel. Dans le régime républicain laïc, ce sont les personnes, les citoyens (nouvelle instance n° 1), qui, réunis en assemblée, déterminent ou reconnaissent les institutions auxquelles ils se soumettent (nouvelle instance n° 3). Ce sont eux et eux seuls qui détiennent l'autorité (*auctoritas*), mais à une condition : qu'ils se soumettent eux-mêmes aux exigences de la raison (l'instance n° 2 libérée), de manière à prendre des décisions éclairées, motivées par l'intérêt commun et juste. Dans ce régime, la raison n'est pas qu'instrumentale : elle doit avoir toute son autonomie, de manière à ce qu'il n'y ait ni démagogie ni manipulation. Pour cela, les citoyens doivent être en mesure de juger par eux-mêmes. C'est la raison pour laquelle ils doivent être soumis à l'instruction qui, à l'inverse d'une inculcation, ne doit répondre qu'à des exigences de scientificité. J'entends par scientificité la démarche dont le seul impératif est d'établir le vrai, non une construction intellectuelle, système ou théorie, encore moins une doctrine légitimant un pouvoir ou une corporation, même de savants. Les institutions, dont la Puissance publique, l'État, ne sont pas détentrices de l'autorité, car elles ne détiennent aucune vérité. Elles ne jouissent que d'un pouvoir, celui que les citoyens leur donnent. La puissance publique, avait

écrit Condorcet, « n'a pas droit de décider où réside la vérité, où se trouve l'erreur » ni de donner sa force aux préjugés sans exercer « une véritable tyrannie », sans commettre « un attentat contre une des parties les plus précieuses de la liberté naturelle⁴ ». Quant aux religions et aux croyances que celles-ci énoncent, la République ne les admet et ne les respecte que pour autant qu'elles ne prétendent pas détenir la Vérité. Elles sont laissées à l'appréciation de chacun, car elles dépendent de l'opinion et non pas d'une vérité scientifiquement démontrée. Une République digne de ce nom ne peut être que laïque.

Le régime républicain laïc fonde donc l'ordre politique, ordre dans lequel les personnes sont l'originaire.

B. Liberté, égalité, fraternité

a) Liberté

La liberté, premier terme de la devise républicaine, signifie avant tout la libération de la personne et de tout régime politique vis-à-vis de la tutelle de l'Église et de celle du pouvoir royal absolu. Mais, d'après ce que je viens de dire, elle ne saurait être assimilée au caprice et confondue avec le libertarisme. Conformément à l'antique philosophie et, sans la surdétermination chrétienne qui en a exacerbé l'opposition, elle est l'expression de la maîtrise de l'esprit (ou de l'intelligence) sur le psychisme et sur le corps. La liberté par rapport à des formes institutionnelles de domination ne libère pas de la domination que chacun se doit d'exercer sur lui-même en conformité avec ce que la raison exige. Toutefois, même en exerçant la raison, rien n'assure que, dans le concret des choses, la voie à suivre soit unique. Elle s'avère souvent plutôt multiple et diverse. Aussi bien distinguera-t-on entre la liberté personnelle et la liberté civique, un peu comme, en régime de christianité, on distingue l'homme et le chrétien. La liberté du citoyen se limitera donc à la liberté de décider, par confrontation avec les autres citoyens et selon les exigences de la raison, des lois auxquelles tous devront être soumis pour que l'intérêt commun soit poursuivi et la liberté individuelle soit sauvegardée.

Cette distinction entre liberté personnelle et liberté citoyenne, entre homme et citoyen, est importante. Sans elle le régime deviendrait vite totalitaire. Si « homme » est universel, « citoyen » est toujours l'homme d'un pays déterminé et circonscrit, d'un espace sur lequel les individus ont juridiquement prise peuvent faire valoir le droit qu'ils énoncent. Mais cet aspect n'est pas le principal. Par rapport à « homme », « citoyen » effectue une réduction. Il signifie que l'ordre du politique ne saurait prendre tout l'homme, qu'il ne le prend que dans ce qui est commun à tous et qui transcende les conceptions ou les intérêts propres à chacun. N'étant pas par elle-même une institution, comme je l'ai dit, la République n'a aucune conception particulière de l'homme à promouvoir ou à défendre, sauf à imposer, ce qui serait sa propre négation, une vérité unique. De même, si chacun peut avoir sa propre conception de

⁴. Condorcet, « Premier Mémoire. Nature et objet de l'instruction publique » (1791), in Condorcet, *Écrits sur l'instruction publique. Vol. 1^{er} : Cinq mémoires sur l'instruction publique*. Texte présenté, annoté et commenté par Ch. Coutel et C. Kintzler, Paris, edilig, 1989, p. 62 et 60.

l'homme, ce ne sont pas ces considérations qui fondent l'assemblée des hommes en République. L'appartenance à l'humanité transcende tous ces clivages, récusant seulement les conceptions qui rejetteraient certaines personnes de cette appartenance et les excluraient des principes d'égalité et de fraternité. Comme cela est spécifié dans le Préambule de la Constitution française de 1946 et l'article 1^{er} de la Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948, toutes les différences et discriminations qui distinguent les hommes entre eux et mêmes les opposent ne sauraient constituer des frontières internes à la République, même si elles ne le sont que trop dans la réalité. La République est faite des hommes qui la composent et, donc, porte nécessairement la marque des conceptions qui, *hic et nunc*, sont les leurs. D'où l'importance capitale de confronter constamment nos institutions et nos croyances à l'originaire qu'est l'Homme.

b) Égalité

Même ainsi cadrée, la liberté reste ambiguë. Elle peut ouvrir la porte à la domination des plus forts sur les plus faibles. Le principe d'égalité vient juguler ce risque et imposer une première limite aux excès de la liberté individuelle en reconnaissant les mêmes droits à tous les citoyens. Ce principe ne vise pas à supprimer les inégalités de tout genre qui existent de fait entre les personnes, mais les injustices. Les hommes sont inégaux devant la santé, la richesse, l'intelligence, les aptitudes, bref en tout. C'est une réalité de fait. La première manière et la plus sûre d'en limiter la portée est, conformément au principe du stoïcisme ancien, de réduire à son minimum la part d'inégalités qu'introduisent la liberté et la responsabilité de l'homme, à savoir les injustices. Ici vaut pleinement le principe énoncé par l'Apôtre Paul à Antioche à la fin des années 40, en faisant remarquer toutefois que la République a longtemps été et reste encore frileuse et bien en-dessous de ses principes. En effet, si le terme de citoyen vient spécifier le niveau auquel la liberté et l'égalité doivent être entendues, à savoir le niveau politique, il introduit une limitation dans l'extension à donner au concept d'homme, au point de reprendre d'une main ce qu'il accorde de l'autre : si le concept de citoyen n'est pas coextensif à celui d'homme, le risque est grand d'en exclure une bonne partie, soit en raison du sexe – les femmes en ont payé et paient encore le prix fort –, soit encore en raison de la fortune, de la naissance, de la santé ou de l'âge. Il en a fallu du temps pour mettre fin à l'esclavage. Mais n'a-t-il pas resurgi depuis lors sous d'autres formes aussi violentes, même si elles sont moins voyantes ? Si la liberté est toujours un combat contre toute forme de domination et d'exploitation, l'égalité en sera toujours un autre tout aussi nécessaire et constant.

c) Fraternité

Reste le troisième terme : la fraternité. La fraternité est à la République ce que son modèle, l'*agapè*, est au christianisme. La fraternité républicaine est la version laïque de l'*agapè chrétienne*, c'est-à-dire non fondée sur Dieu mais sur l'Homme. Si la liberté est un attribut de la personne individuelle, si l'égalité signifie que cette liberté est la même pour tous, donc que nul ne peut refuser à autrui ce qu'il ne voudrait pas qu'autrui lui refusât, la fraternité exprime le versant positif de l'ordre politique, le souci de faire à autrui ce que l'on voudrait

qu'autrui vous fasse, jusqu'à donner sa vie pour vous sauver, ce qu'exprime la République quand elle se nomme Patrie. Par la fraternité, la République, comme ordre politique, assure le lien véritable entre les hommes, ce lien qui a été confisqué par la religion, confiscation elle-même justifiée à tort par la fausse étymologie que l'on continue à donner de ce mot. Et comme dans le christianisme, la fraternité dépasse largement les limites de la communauté pour s'adresser à tous les hommes, de quelque nationalité qu'ils soient. C'est dire si elle est toujours d'actualité !

Je conclurai ces réflexions sur les trois termes de la devise républicaine en disant que le régime républicain laïc est, du point de vue de la personne humaine, le seul qui soit acceptable, parce qu'il est le seul qui se fonde sur elle, lui accorde tous ses droits et réclame d'elle tous ses devoirs, sans empiéter sur ce qui relève de sa liberté personnelle bien comprise. Dans son principe, il est indépassable. Certes, les formes dans lesquelles il se concrétise seront toujours à refaire. Il sera toujours nécessaire de revenir à ce qui en constitue non pas l'origine, mais l'originaire, comme en sa force révolutionnaire permanente. Si nous lâchons la personne humaine, comme individu et comme être-en-société, nous sommes comme dans un bateau à la dérive.

III. La liberté, l'égalité et la fraternité en régime libéro-capitaliste

Le régime libéro-capitaliste, tel du moins qu'il essaie de s'imposer en Europe, est, comme le régime républicain laïc, issu de la christianité. Comme lui, il effectue une libéralisation totale et de l'autorité religieuse et de l'autorité politique. Mais cette libéralisation est à l'opposé de la libéralisation républicaine. Les trois formes qui récapitulent les forces qui, dans la philosophie antique comme en régime chrétien, sont considérées comme perverses aussi bien au plan individuel que collectif, à savoir le sexe, l'argent et le pouvoir, parce qu'elles soumettent l'homme justement à ce qu'il doit dominer et maîtriser, sont, à l'inverse, exaltées. Pléonexie, avoir toujours plus, est la notion qui les rassemble.

A. L'inversion des valeurs

Ce qui, dans les deux régimes chrétien et républicain, a de la valeur est désormais ce qu'il faut considérer comme pervers. Ce qui y est considéré comme sans valeur ou mauvais doit désormais être considéré comme ce qui mérite seul d'être poursuivi. Ce qui y est nié, déprécié ou refoulé y est au contraire recherché, apprécié et affirmé. En régime libéro-capitaliste, ce qui fait vivre les hommes, individuellement et en société, ce sont leurs pulsions et leurs passions, la cupidité, la recherche de l'intérêt, de quelque nature qu'il soit, l'envie de dominer, la gloire, bref leurs vices. « Les vices privés font le bien public », telle est la thèse, qui, énoncée par Bernard de Mandeville en 1714, est devenue l'un des axiomes fondamentaux du libéro-capitalisme.

B. Les deux faces intellectuelle et sociétale

Comme pour le régime républicain laïc, le rejet du régime de christianité par le libéro-capitalisme comporte deux faces : l'une intellectuelle, l'autre sociétale. Un certain nombre d'hommes, qui doivent être bien plus nombreux que ceux qui se sont exprimés, à savoir principalement les philosophes, ne partagent plus les axiomes sur lesquels reposaient et la religion et la royauté de droit divin. Si, en matière de religion, certains croient encore à Dieu, ce n'est plus au Dieu des chrétiens, mais à l'Architecte de l'univers. Ils ne croient plus à l'âme comme à un principe immortel ni à une vie après la mort. Sans l'enjeu d'un salut éternel, une vie vertueuse n'a plus aucune raison d'être, pensent-ils⁵. Toutes ces croyances relèvent pour eux de l'opinion, sinon de la superstition, et non pas de la science. Il n'y a plus que l'immédiateté de la vie présente, la recherche de l'assouvissement individuel d'une « machine désirante », selon l'expression de Félix Guattari et de Gilles Deleuze, la satisfaction immédiate de ses passions ou de ses pulsions, l'autre, les autres n'étant que des instruments utilisés à cette fin. La morale n'existe plus. La distinction entre le bien et le mal n'a plus de raison d'être ou, plutôt, n'a d'autre fondement que la volonté propre de tout un chacun. En matière politique, ils ne peuvent non plus considérer qu'un homme puisse dominer, qui plus est de droit divin, sur tous les autres hommes et décider seul de leur sort, ni même qu'une loi républicaine, établie par l'ensemble des citoyens égaux en droits et en devoirs, ne vienne encadrer, limiter ou orienter l'usage de l'argent et le rapport à autrui. Seul est acceptable un régime pseudo-démocratique, dans lequel, sous couvert du libertarisme (le principe du « laisser-faire » en tout), s'exerce en réalité la domination d'une oligarchie ploutocratique à qui seule reviennent les attributs et les avantages du libertarisme.

C. Usage pervers de la raison

Mais comme aucune personne ni aucune institution ne peut faire valoir ses droits autrement qu'en les justifiant rationnellement, les partisans du libéro-capitalisme ont tenté de fonder en raison l'économie, l'économie politique et, surtout, l'argent, qui en est bien plus que le symbole : il est la transcription tangible du calcul savant, il permet de quantifier et de mesurer toute chose, il permet de couper le profit recherché de toute autre considération, surtout morale, bref, il est l'étalon absolu et, plus que la valeur de référence, la Valeur (avec un V majuscule), l'originare et l'Origine de toute activité humaine. Ce faisant, il ne fait pas qu'instrumentaliser la raison, comme l'a fait le christianisme. Il en pervertit radicalement l'usage. Ce qui est le propre de la novlangue. À destination de tous ceux qu'il exploite, c'est-à-dire l'ensemble de la population, il dit en langage chrétien et républicain exactement le contraire de ce qu'il pense et fait. Ainsi, sous couvert de la raison et de la générosité, trompe-t-il l'homme du peuple. Or, comme l'écrit Jean-Luc Porquet, « il n'est pas pire défaite que de

⁵. Cette conception est aujourd'hui communément admise. Mais on se rappellera que, dans l'Antiquité, les stoïciens ne croyaient pas en l'immortalité de l'âme. Ce qui ne les empêchait pas de cultiver la vertu comme le plus grand des biens.

reprendre à son compte la novlangue de ceux qui en usent pour asseoir sur vous leur domination.⁶»

D. Le libéro-capitalisme comme instance instituante de la totalité

Le stade actuel de développement de ce libéro-capitalisme ou plutôt la forme spécifique qu'il a prise en Europe n'a plus grand-chose à voir avec l'économie. Il entend être ce que le christianisme, devenu religion, fut pour les civilisations d'alors : la nouvelle instance instituante de la société. Mais la substitution qu'il opère est bien plus radicale encore que celle que fit le christianisme en tant que religion : il ne reprend pas à la tradition ce qu'elle a de meilleur, comme l'avait fait la religion chrétienne ; il n'entend pas prendre la figure d'une institution distincte du reste de la société, comme peut l'être l'Église. Il entend également se substituer à la République, mais en inversant les principes d'organisation : ce ne sont plus les personnes qui, en se soumettant aux exigences de la rationalité, déterminent le bien commun. C'est, comme au sein de l'Église, une oligarchie qui, prétendument au nom de la scientificité, réduit les personnes à des ressources. Bref, il entend être l'instance instituante de la totalité des choses, quelles qu'elles soient. Il entend être l'unique façon de penser et de vivre dans tous les domaines de la vie, depuis les institutions mondiales jusqu'à l'intime du sujet. Il entend faire de chacun de nous, comme le montrent si bien Roland Gori et Marie-José Del Volgo, des « exilés de l'intime », titre de l'un de leurs ouvrages⁷. Il entend être l'originaire et l'Origine, détenir l'*auctoritas* et la *potestas*⁸, être le paradigme unique de toute pensée, de toute perception, de toute action. Il n'y a pas de reste, pas d'échappatoire, pas de possibilité de trouver un espace ou une autre dimension qui ouvrirait au sujet un espace de liberté. Il veut être le moi et le surmoi, le conscient et l'inconscient, soi-même et l'Autre. Il veut être la totalité⁹. En particulier, tout ce qui relève de l'esprit et de la sensibilité, tout ce qui a trait à l'imaginaire et à l'affectivité, tout ce qui relève de l'intériorité et du symbolique, tout cela n'est que chimère, tout cela n'a pas d'autre consistance qu'une opinion, aussi volatile

⁶. « Le malade imaginaire (Vivat, vivat, cent fois vivat !) », *Le Canard enchaîné*, 4 avril 2012.

⁷. Roland Gori, Marie-José Del Volgo, *Exilés de l'intime. La médecine et la psychiatrie au service du nouvel ordre économique*, Paris, Denoël, 2008.

⁸. Cela pourrait paraître contredit par le fameux principe dit de « subsidiarité » selon lequel un échelon inférieur garde une certaine *potestas*, voire une certaine *auctoritas*. Mais ce mot fait partie du vocabulaire trompeur de la novlangue libéro-capitaliste et signifie exactement le contraire de ce qu'on veut bien nous faire croire. Serait réservé à l'échelon supérieur (en l'occurrence la Communauté européenne) ce que l'échelon inférieur (en l'occurrence l'État) ne pourrait effectuer que de manière moins efficace. En réalité, il ne sert qu'à temporiser et à faire accepter la période de transition, jusqu'à ce que l'échelon supérieur ait tout absorbé. Il a son origine dans la pensée théologique du Moyen Âge : la raison (échelon inférieur) n'était laissée à elle-même que pour autant qu'elle se soumettait à la foi (échelon supérieur) et ne la remettait pas en cause. Mais, dans le libéro-capitalisme, il n'existe plus que la foi. La raison a été totalement absorbée et instrumentalisée.

⁹. Beaucoup de « libéraux » actuels ne se reconnaîtront sans doute pas dans cette description. Le libéralisme d'aujourd'hui, du fait en particulier de sa reprise par le capitalisme, est sans doute aussi éloigné de ses conditions d'émergence que la religion chrétienne de la fin du IV^e s. l'était du mouvement chrétien des origines. Mais rien ne sert de se voiler la face. Comme le mouvement chrétien, le mouvement libéral s'est laissé subvertir lui-même par ce qu'il proclamait.

qu'un souffle d'air. Se penser dans une histoire personnelle et collective, se construire dans des liens affectifs et des solidarités familiales, professionnelles ou autres, être généreux jusqu'au don de soi, accorder le pardon pour l'erreur ou la faute commise, ce n'est pas seulement inventer des billevesées, c'est être contreproductif, c'est contester la seule valeur qui soit : le capital argent. Il n'y a plus de rapports humains. Il n'y a que du biopolitique, comme l'a analysé Michel Foucault¹⁰. La société se transforme en camp de concentration ouvert, comme l'annonce Sergio Agamben¹¹. Comme si « vivre ensemble sans autrui », sous-titre d'un livre de Jean-Pierre Lebrun, était possible et était devenu la norme¹². La pensée et la parole n'ont d'importance que pour autant qu'elles permettent une manipulation. En aucun cas, elles ne sauraient être l'expression d'une singularité profonde, signe d'une rencontre interpersonnelle et d'une confrontation avec le réel. L'Homme ne serait qu'un mythe auquel seuls des imbéciles auraient encore la présomption de croire¹³. Il n'y a plus que de l'animalité. Le thérapeutique, qui prend soin de l'homme, n'a donc plus de raison d'être. Seule, une médecine vétérinaire et rentable pour les investisseurs trouve sa légitimité.

E. Disparition de la Fraternité, de l'Égalité et de la Fraternité

Dans ce régime, le libertarisme, qui est la forme suprême de l'esclavage à soi-même et à autrui, est substitué à la liberté. L'égalité est à proscrire comme une idéologie égalitariste absolument contraire à ce qu'impose le réel existant, à savoir la domination des plus forts sur les plus faibles. Quant à la fraternité, elle se ramène à la solidarité, à l'obligation qu'ont les faibles et les pauvres d'être solidaires des forts et des riches. « Fais à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'autrui te fasse, si, du moins, tu es le plus fort et que tu lui fais croire que c'est pour son bien », telle est la nouvelle devise du libéro-capitalisme.

Conclusion

La conclusion que l'on peut tirer de cette mise en perspective des régimes civilisationnels et culturels actuellement en conflit en France est triple.

a) La république laïque

La première concerne la République laïque. Le régime républicain laïc est, du point de vue de la personne humaine, le seul qui soit acceptable, parce qu'il est le seul qui se fonde sur elle, lui accorde tous ses droits et réclame d'elle tous ses devoirs, sans empiéter sur ce qui

¹⁰. Voir, en particulier, de M. Foucault, *L'Herméneutique du sujet*, Paris, Gallimard/Seuil, 2001, et de Pierre Dardot et Christian Laval, *La Nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, en particulier le dernier chapitre, « la fabrique du sujet néolibéral », p. 402-456, Paris, La Découverte, 2009.

¹¹. Voir Sergio Agamben, *Homo sacer. Le pouvoir souverain et la vie nue*, traduit de l'italien par Marilène Raiola, Paris, Seuil, 1997.

¹². Jean-Pierre Lebrun, *La Perversion ordinaire. Vivre ensemble sans autrui*, Paris, Denoël, 2007.

¹³. Voir la conférence « L'homme n'est pas un mythe » que j'ai prononcée lors des journées d'études de la FOF, le 19 septembre 2008, conférence dont le texte est paru dans les Actes de ces journées.

relève de sa liberté personnelle bien comprise. Dans son principe, il est indépassable. Si nous lâchons la personne humaine, comme individu et comme être-en-société, nous sommes comme dans un bateau à la dérive.

Certes, les formes dans lesquelles il se concrétise seront toujours à refaire. Il sera toujours nécessaire de revenir à ce qui en constitue non pas l'origine, mais l'originaire, comme en sa force révolutionnaire permanente. De ce point de vue, la devise Liberté, Égalité, Fraternité est, par définition, révolutionnaire et républicaine. Elle est révolutionnaire, en ce sens qu'elle a introduit une rupture dans l'ordre des choses, qu'elle a mis fin à un régime jusque-là en vigueur. Elle est républicaine, en ce sens que le nouveau régime qu'elle a instauré par les trois principes qu'elle énonce est le seul qui puisse ouvrir à l'homme en tant qu'individu et en tant que membre de l'espèce un espace de vie pleinement humain. Mais elle est révolutionnaire et républicaine en un autre sens. Elle est révolutionnaire à l'intérieur même du régime républicain : elle n'en signifie le fondement que pour autant qu'elle en demeure l'originaire, cette référence continuellement contestataire et critique des institutions et des formes sociales que le régime républicain reconnaît ou fait naître, mais qui ne seront jamais en adéquation avec l'idéal vers lequel il tend et qui, surtout, retourneront le projet républicain au moment même où elles seront supposées le réaliser. Elle n'est pas révolutionnaire une fois pour toutes. Elle l'est constamment. Elle est encore républicaine en ce sens qu'elle soumet à son examen toute forme institutionnelle et sociale qui advient, acceptant celles qui respectent ses valeurs, récusant toutes celles qui lui sont contraires. Ce n'est pas par hasard qu'elle et le régime républicain laïc dont elle signifie l'originaire sont la cible privilégiée de tous les régimes qui ne respectent pas l'homme, tous les hommes.

b) Le rapport aux religions

La seconde conclusion concerne le rapport à la religion, aux religions. Le républicanisme laïc est la seule solution qui permet aux croyants de vivre leur foi en toute liberté, à la condition qu'ils acceptent de considérer celle-ci comme une croyance et, donc, qu'ils ne peuvent prétendre l'instaurer comme instance instituante du politique, autrement dit l'imposer à tous, abolissant ainsi le principe fondamental de la liberté de conscience. En France, les chrétiens sont pour la plupart devenus républicains. Mais les Églises ne le sont pas, à commencer par l'Église catholique. L'Europe, indépendamment de la question du libéro-capitalisme, n'est pas républicaine et laïque. Les Églises font du lobbying à Bruxelles et à Strasbourg. Le républicanisme laïc est perçu comme une singularité, alors même qu'il représente une position universelle. On répète à l'envi que le terme de « laïcité » est intraduisible dans les autres langues, ce qui est linguistiquement une ineptie et intellectuellement une bêtise : partout, dans le monde, des hommes et surtout des femmes réclament l'instauration d'un républicanisme laïc dans leur pays. C'est leur faire injure que de dire cela. Par ailleurs, si républicains et chrétiens ont souvent fini par faire bon ménage en France, y compris dans le même homme, le conflit est réveillé par la venue de l'islam. Il y a une filiation entre la christianité et le républicanisme laïc, même si l'un et l'autre ont du mal à le reconnaître. Ils ont entre eux une certaine parenté. Tel n'est pas le cas entre l'islam et la République laïque. Le conflit est inévitable. Un combat est à mener pour imposer aux

Maurice Sachot, « Liberté, égalité, fraternité. Les valeurs de la République. D'où viennent-elles ? Que sont-elles devenues ? Fontvieille, 12 avril 2012 et Tavel, 14 avril 2012.

instances musulmanes ce qui a été imposé aux instances chrétiennes. Sans cela, la paix laïque, condition de la paix civique et sociale, est menacée.

c) Le libéro-capitalisme comme menace

Ce nouveau front, enfin, ne doit pas faire oublier le péril qui menace d'une manière plus radicale encore le régime républicain laïc et, par conséquent, la qualité de la vie elle-même, humaine et environnementale : l'avènement du libéro-capitalisme. Dans sa forme européenne, il est particulièrement sournois. Sauf à replacer les choses dans l'ordre, à donner l'autorité au politique et aux citoyens, le cataclysme est inévitable. Pour l'heure, il est porté par une langue – l'anglo-saxon – et des références d'origine occidentale. Nous pouvons encore réagir et en prendre la maîtrise. Mais demain ? Qu'en sera-t-il, s'il s'agit du libéro-capitalisme chinois qui retournera contre nous ce que nous leur avons appris et, en nous colonisant, fera ce que nous avons fait par le passé : réduire d'un seul coup en antiquité à peine bonne pour des archéologues notre apport à la civilisation et à la culture ? Il suffit simplement, pour que cela se produise, que les élites du pays y voient leur intérêt, comme cela s'est produit au v^e s., quand l'élite romaine, pensant qu'elle avait plus de chance d'avenir dans le régime chrétien que dans le régime romain, s'est convertie et a investi les institutions. René Nouailhat l'a bien montré¹⁴.

Ou l'Europe sera républicaine et laïque, ou elle ne se fera pas. La devise républicaine est, plus que jamais, l'étendard du combat qu'il faut mener.

¹⁴. En particulier dans l'ouvrage *Saints et Patrons. Les premiers moines de Lérins*, Besançon-Paris, Les Belles-Lettres, 1989 et « Les premiers moines de Lérins : régulation et normalisation du christianisme », *Mélanges P. Lévêque* 4, Besançon-Paris, Les Belles-Lettres, 1990, p. 99-113.